

## « Une pétition ne sauvera pas le tram »



Le Soir Liège - 21 jan. 2016  
Page 27

« Face à la saturation du réseau de bus et à la congestion automobile, il faut un plan A bis », dicit Diana Nikolic (MR). « On peut avancer sur les parkings de délestage », ajoute Bénédicte Heindrichs (Ecolo).

Le tram n'est pas mort mais il est quasi arrivé au purgatoire après avoir été recalé une troisième fois par Eurostat, l'organe européen chargé du contrôle des normes comptables. En l'attente d'une décision du gouvernement wallon sur le sort à réserver à cet investissement de 380 millions capital pour la région liégeoise, l'opposition MR-Ecolo ne se satisfait pas de la stratégie mise en place par la majorité PS-CDH.

« Lancer une pétition pour soutenir le projet, c'est bien gentil mais ne n'est pas cela qui va sauver le tram », déclare Diana Nikolic, conseillère MR et administratrice au TEC Liège-Verviers. « Alors que Jean-Claude Marcourt (chef de groupe PS au conseil et seul ministre liégeois au gouvernement wallon NDLR) observe un silence assourdissant, nous estimons que le Conseil, dans son ensemble, doit s'emparer du sujet pour élaborer un plan A bis. Face à la situation actuelle où le réseau de bus est saturé et la congestion automobile en pleine croissance, on ne peut pas dire aux Liégeois : Prenez votre mal en patience ! », poursuit la conseillère qui continue malgré tout de marquer sa confiance pour le plan A.

Dans l'immédiat, MR et Écolo réclament l'instauration d'une commission permanente sur la mobilité. « Nous continuons à espérer l'avènement du projet tel qu'il a été conçu sous forme de partenariat public privé quitte à ce que le gouvernement passe outre l'avis d'Eurostat mais, dans le même temps, il faut avancer sur la question de la mobilité à Liège », déclare Bénédicte Heindrichs, cheffe de groupe Écolo. Ce sujet mérite des réponses aux nombreuses questions que nous posons : n'est-il pas possible d'avancer sur les parkings de délestage ou P+R, la réorganisation du réseau de bus... Le débat n'a pas lieu et c'est dommage car l'enjeu local est indiscutable ».

La pétition lancée par la majorité PS-CDH ? « Cela ressemble furieusement à un aveu d'impuissance : on demande au citoyen de se mobiliser auprès d'un gouvernement wallon qui a la même majorité politique ! »

Concrètement que propose l'opposition ? Au pouvoir lors du montage du dossier PPP sous l'ère Henry, Écolo soutient un financement public du tram, avec l'idée de mobiliser une partie des recettes de la taxe kilométrique pour poids lourds qui pourraient rapporter 200 millions d'euros par an. « Au-delà des questions de financement, l'important c'est de décider », poursuit Bénédicte Heindrichs qui craint des attermoissements au niveau wallon.

Pour le MR, il y a urgence à répondre aux besoins actuels de mobilité, tram ou pas tram. « Des quartiers entiers comme les Vennes servent aujourd'hui de stationnement pour voitures ventouses. Qu'attend-on pour réaliser des parkings relais en périphérie, desservis dans un premier temps par des bus, en attendant un mode de transport plus structurant ».

La création d'une commission n'enchant guère la majorité. « Rien n'empêche un conseiller d'inscrire un thème à l'ordre du jour des commissions existantes. Utilisez ce qui existe », lance le chef de groupe CDH à l'adresse de l'opposition MR-Ecolo qui estime que le ministre CDH en charge de la mobilité Carlo Di Antonio a des armes en main -l'avis positif de l'Institut des comptes nationaux — pour passer outre l'avis d'Eurostat et commander le chantier au partenaire privé. Juge-t-il seulement